

la Bulgarie et la Roumanie). Les répercussions sur les États baltes ont été particulièrement lourdes en 2009, la production en Estonie reculant de 14,1 p. 100, tandis qu'elle chutait de 15,0 p. 100 en Lituanie et de 18,0 p. 100 en Lettonie. Bien que les déséquilibres du compte courant aient été corrigés dans plusieurs pays émergents d'Europe, les contraintes persistantes au niveau du financement extérieur, la vulnérabilité des bilans des ménages et des sociétés et le désendettement du secteur financier conjuguèrent leurs effets pour freiner la cadence de la reprise dans les économies de la région les plus durement touchées. Ainsi, les perspectives de croissance varient sensiblement d'un pays à l'autre. Les économies qui sont parvenues à traverser sans trop de mal la crise mondiale (Pologne) et les autres pays où la confiance intérieure est en voie de rétablissement après le choc externe initial (Turquie) devraient rebondir plus fortement, assistés par une reprise des flux de capitaux et la normalisation du commerce mondial. Par contre, les économies qui ont dû affronter la crise après une période d'expansion intérieure insoutenable ayant alimenté un déficit excessif de leur compte courant (Bulgarie, Lettonie et Lituanie) et celles où la situation financière du secteur privé et du secteur public est vulnérable (Hongrie, Roumanie et États baltes) devraient connaître une reprise plus lente, en partie à cause de la marge de manœuvre plus limitée dont disposent les responsables des politiques.

Selon les projections, c'est la Turquie qui devrait bénéficier de la reprise la plus vigoureuse en 2010, avec une croissance estimative de la production de 5,2 p. 100; cependant, la croissance devrait ralentir à 3,4 p. 100 en 2011. En Europe centrale, les attentes sont plus partagées. La Pologne, seule économie à avoir évité une contraction en 2009, devrait connaître une reprise modérée en 2010 – avec un taux de croissance de 2,7 p. 100, qui s'accélérera à 3,2 p. 100 en 2011. La Hongrie, qui a subi une contraction de 6,3 p. 100 en 2009, devrait enregistrer à nouveau une légère contraction de 0,2 p. 100 en 2010 avant de renouer avec la croissance en 2011. Pour ce qui est des États

baltes, la Lituanie (baisse de 1,6 p. 100) et la Lettonie (baisse de 4,0 p. 100) devraient afficher la performance la moins reluisante parmi les économies émergentes d'Europe en 2010; ces deux pays devraient toutefois retrouver le chemin de l'expansion en 2011.

L'Amérique latine et les Caraïbes (ALC)

Après avoir affronté relativement bien la récession mondiale, la région de l'ALC devrait bénéficier d'une forte reprise. Celle-ci s'appuiera sur divers facteurs. Premièrement, des politiques favorables contribuent à soutenir la demande intérieure. Deuxièmement, de bonnes conditions fondamentales (systèmes financiers sains et bilans solides) aident cette région à s'engager dans la reprise et à attirer à nouveau des flux de capitaux dans un contexte financier qui s'est amélioré à l'échelle mondiale. Troisièmement, les prix élevés des produits de base et la reprise de la demande extérieure soutiennent la croissance de nombreuses économies, étant donné leur dépendance envers les gains tirés de ces produits. Cependant, la faible demande dans le secteur du tourisme provenant d'Amérique du Nord et d'Europe entrave la croissance de certaines économies de la région, notamment dans les Caraïbes, tandis que les niveaux moins élevés des transferts de fonds ont un effet négatif sur plusieurs économies d'Amérique latine et des Caraïbes.

Dans ces circonstances, le PIB de la région de l'ALC devrait croître de 4,0 p. 100 en 2010 et 2011, bien que les perspectives varient considérablement d'un pays à l'autre.

La reprise devrait être particulièrement forte dans plusieurs économies exportatrices de produits de base et financièrement intégrées⁵, lesquelles représentent environ les deux tiers du PIB de la région de l'ALC. Au **Brésil**, la croissance devrait rebondir pour atteindre 5,5 p. 100 en 2010 grâce à la vigueur de la consommation et de l'investissement du secteur privé. En dépit du tremblement de terre qui a dévasté le pays, le PIB du Chili devrait croître à un rythme d'environ 4,7 p. 100 en 2010 et de 6,0 p. 100 en 2011, appuyé par des politiques très accommodantes, un regain des

5 L'intégration financière correspond habituellement au degré d'intégration financière d'un pays à l'économie mondiale en termes de flux de capitaux (c.-à-d. la capacité d'emprunter du reste du monde, la capacité d'investir dans des actifs à l'étranger et la capacité de recevoir de l'investissement étranger direct).